

## **Les décideurs politiques comprennent-ils l'importance de l'université dans la société ? Les universitaires parviennent-ils à expliquer la contribution de l'université au développement?**

23 octobre 2009

*Cet article reprend les propos du Ministre de la recherche du Sénégal, lors de l'ouverture d'un atelier sur le leadership organisé par l'Association des Universités Africaines (AUA) et l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) à Dakar, Sénégal, le 17 octobre 2009. Une vingtaine de leaders d'universités de huit pays, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire au Rwanda et jusqu'à Madagascar, y ont participé. L'AUA organise des ateliers de développement sur la gestion et le leadership dans les universités depuis 1991. L'actuel Secrétaire général, Goolam Mohamedbhai, a lui-même participé à l'atelier de Cape Town en 1997, alors qu'il exerçait la responsabilité de recteur à l'Université de Maurice.*

« Depuis ma prise de fonction cette année comme Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche au Sénégal, j'ai pris conscience que trop peu de décideurs politiques de nos pays comprennent la place et l'importance des universités dans la société », a déclaré le Ministre de l'Enseignement supérieur, des universités, des centres universitaires régionaux et de la recherche scientifique, le Professeur Amadou Tidiane Bâ. En effet, il expliquera que les universitaires – qui prennent pour acquis l'importance de l'université dans la formation des futurs leaders et décideurs politiques – ont besoin de communiquer dans un langage compréhensible et de démontrer comment l'enseignement supérieur et la recherche contribuent au développement de l'Afrique.

Le Ministre a expliqué qu'alors le campus de l'UCAD semble noyé par des flots d'étudiants en raison d'infrastructures inadéquates pour les accueillir, le Sénégal, selon les standards publiés par l'UNESCO, devraient former le double d'étudiants au lieu des 100 000 actuels. L'enseignement supérieur au Sénégal et à travers le continent, a encore bien du chemin à parcourir.

Au cours des décennies passées, les responsables de l'éducation du primaire et du secondaire en Afrique ont beaucoup réfléchi et utilisé les résultats de la recherche sur les questions d'accessibilité et de qualité afin d'adapter le système éducatif aux évolutions de la société. Alors même que ces efforts étaient en cours, les investissements financiers dans l'enseignement supérieur étaient négligés. Les universités africaines phares, comme celle de Dar es Salam, ont depuis lors perdu de leur éclat.

Un grand nombre d'universités privées, dessaisissant les universités publiques d'une partie de leurs ressources, ont surgi et offert des formations diplômantes. Il faudrait de façon générale des ajustements entre les diplômes offerts et les besoins des sociétés. Ce qui nécessite un espace de réflexion et de recherche. L'Association des Universités Africaines (AUA) offre l'opportunité d'apprendre et de partager les expériences sur la gestion et la réforme de l'enseignement supérieur en Afrique. L'AAU, en plus d'avoir le statut d'observateur au sein de l'Union Africaine, selon le ministre, devrait être active dans les structures régionales comme la CEDEAO et l'UEMOA afin que, de manière constante, l'enseignement supérieur et la recherche soient en relation avec les problématiques de développement du continent. Les universitaires doivent quitter leur tour d'ivoire et s'engager plus activement avec la société.

Le Ministre a pris pour référence le *Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire (PTCI)*, brillant exemple d'une fédération de ressources d'universités africaines pour la formation de la prochaine génération d'économistes, qui s'oppose au phénomène des étudiants qui s'expatrient pour étudier. Aucune université en Afrique de l'ouest ou du centre n'a suffisamment de ressources humaines pour former des étudiants au niveau doctoral. Le PTCI rassemble des professeurs en économie de 18 universités dans 18 pays pour permettre cette formation. Actuellement, 180 étudiants préparent le mastère, et 91 le doctorat. Au cours d'un séjour à Dakar où ils ont été accueillis par l'UCAD, les étudiants, leurs professeurs et des personnes ressources viennent juste de compléter deux mois d'enseignements et de préparation de recherche qu'ils effectueront dans leur pays respectif.

Mais peut-être vous demandez-vous pourquoi avons-nous besoin de personnes formées à ce niveau d'expertise pour le développement de l'Afrique ? Ce niveau de formation est en effet nécessaire pour apporter le niveau de rigueur indispensable pour répondre aux défis de développement de la région. Il permettra que des solutions endogènes soient proposées par ceux qui connaissent les conditions et les dynamiques locales, mieux que des consultants extérieurs faisant des allers-retours. Un rapide coup d'œil sur les thèmes de recherche des étudiants du PTCI montre clairement leur pertinence relative aux défis de développement du continent. Parmi ces thèmes on peut citer : l'accès au microcrédit et ses effets sur la réduction de la pauvreté, le commerce transfrontalier, les effets de la génération de revenus de la migration, les liens entre les droits de la propriété et le développement économique, l'efficience des politiques budgétaires, et l'impact de l'augmentation des pluies sur l'économie.

Le Ministre Amadou Tidiane Bâ a expliqué comment il a porté auprès des étudiants du PTCI le message du Président de la République, en reconnaissant la valeur de l'investissement qui a été fait dans les jeunes et leur créativité. Le Ministre a également insisté pour que chaque mémoire de mastère et thèse de doctorat soit une réponse à une question de développement en Afrique.

Le principal contributeur financier de l'atelier organisé par l'AUA était l'*African Capacity Building Foundation (ACBF)*. En plus de l'UCAD représentée par le Recteur, le Professeur Abdou Sall, ont également contribué : l'Association Universitaire de la Francophonie (AUF) représentée par le

Vice-Recteur Bonaventure Mvondo et le Directeur régional, Emile Tanawa ; l'UNESCO/BREDA, représenté par Mariama Sarr-Ceesay, planificatrice et analyste de l'enseignement supérieur ; et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada.

Je remercie Nicole Généreux de la division Partenariat et développement des affaires (DGPP) du CRDI, qui a préparé la contribution du CRDI à l'atelier de développement en leadership de l'AUA, dont les présentations de Danièle St-Pierre, Directrice de DGPP, et du chercheur Ibrahima Hathié – présentations qui ont porté respectivement sur les efforts et structures de mobilisation des ressources des universités africaines, et sur l'analyse situationnelle de la gouvernance de la recherche universitaire dans cinq pays en Afrique de l'ouest. Cette analyse donnera suite à une recherche plus approfondie, qui informera et soutiendra les responsables universitaires, afin de mettre la recherche au service de l'enseignement et de la société.

Kathryn Toure

Directrice régionale

[Centre de recherches pour le développement international](#) du Canada

Dakar, Sénégal